



# Déclarations et Discours

N<sup>o</sup> 82/13

## LE DÉFI COMMERCIAL DU CANADA DANS LES ANNÉES 80

Discours de M. Edward Lumley, ministre d'État (Commerce international), lors d'un déjeuner offert par la Chambre de commerce de Toronto, Toronto, le 22 juin 1982.

Rien ne me semble plus prioritaire que de sensibiliser davantage les Canadiens à notre formidable dépendance à l'égard des marchés internationaux. Nos exportations comptent pour près du tiers de l'ensemble de notre produit national brut (P.N.B.). Parmi les principaux pays industrialisés représentés aux sommets économiques annuels — comme le récent sommet de Versailles —, aucun pays n'est plus tributaire du commerce pour assurer sa croissance économique que le Canada. En guise d'exemple, on évalue à plus de deux millions le nombre des Canadiens directement engagés dans la production de biens d'exportation, soit 20 p. 100 de notre population active. Nos principales industries d'exportation sont aussi celles qui sont les plus dynamiques au chapitre de la production. Ce sont elles qui offrent les meilleures possibilités de croissance et, fait très important, de création d'emplois profitables pour les Canadiens.

### L'environnement commercial

Nous savons tous que l'environnement commercial actuel est soumis à de dures contraintes. La persistance de taux d'intérêt qui atteignent des niveaux inégalés entrave sérieusement l'activité industrielle, freinant les plans d'expansion ou d'adaptation et comprimant les ressources nécessaires pour le genre d'investissement productif qui garantira la compétitivité de nos entreprises. Il ne fait pas de doute qu'une reprise économique générale — une reprise inspirée par une plus grande confiance sur les marchés monétaires — offre les meilleures possibilités d'alléger les pressions sur le commerce.

On a souvent dit que, quand l'économie américaine s'enroue, nous, Canadiens, attrapons la pneumonie. La situation que nous connaissons actuellement en est une illustration saisissante. Pour atténuer notre mal, nous devons attendre une reprise aux États-Unis. Je ne voudrais pas laisser entendre par là que nous n'avons ni responsabilités ni défis qui nous soient propres, mais tout simplement souligner une réalité très évidente pour l'économie canadienne. Nous savons qu'une reprise aux États-Unis apportera des avantages immédiats à notre économie. Comme près des deux tiers de nos produits prennent le chemin des États-Unis, nous savons également que c'est dans les termes de l'échange que ces avantages seront les plus visibles.

### Pressions protectionnistes

Nous reconnaissons que le système commercial international n'est pas parfait. Comme le disait récemment mon collègue américain Bill Brock, nous y sommes tous en partie responsables de cet état de choses. De nouvelles possibilités se sont certes ouvertes, mais il reste des obstacles à surmonter. Ici au Canada, nous avons jugé nécessaire de maintenir des niveaux de protection relativement élevés pour certains secteurs sensibles de notre production.